plier les copies de leurs œuvres, mais cette loi préparée par le célèbre Swift était ainsi faite que l'ancienne corporation des libraires toute puissante à Londres, alors comme aujourd'hui, pouvait tenir les auteurs dans le plus humiliant esclavage. On sait comment Milton fut obligé de vendre son manuscrit du *Paradis Perdu* pour dix louis à un Shylock quelconque qui eut pitié de sa misère.

Ce n'est pas pour le gain, s'écriait Camden devant la Chambre des Lords, en 1774, que Newton, Milton et Locke, ont éclairé le monde. Il eût été indigne de tels hommes de trafiquer avec un vulgaire libraire. Qu'est-ce que la misérable pitance qu'on leur offre pour leurs ouvrages? C'est l'immortalité, c'est la postérité qui les paient de leurs labeurs. Et les nobles lords, ne pouvant résister à de pareils accents, votent que la propriété littéraire n'est pas de droit naturel, et tient son privilège du législateur. C'est ce qui faisait dire au célèbre avocat Thomas Wood: "Le vrai droit de la nature proteste contre cette loi hors nature qui force l'auteur à écrire pour la postérité de tout le monde excepté pour la sienne."

En France comme en Angleterre, à la fin du XVIIIe siècle encore, la plus parfaite anarchie régnait en matière de propriété littéraire. Il est à peu près impossible de savoir si, *en droit*, le prix payé à l'auteur par le libraire conférait à ce dernier la possession définitive de l'ouvrage ou seulement celle de la première édition. Les deux opinions avaient également cours, et lors même que le droit serait positivement établi, cela n'aurait *en fait* aucune importance puisque le chiffre du tirage était le plus souvent inconnu de l'auteur et que l'éditeur en usait à sa guise. La vérité est que les éditeurs ne se faisaient nul scrupule de publier les œuvres qui ne leur appartenaient pas, aussi bien que celles qu'ils avaient acquises. Chacun disait pour excuser ses contrefaçons qu'il était lui-même contrefait par d'autres.

C'était du privilège, du don gracieux de l'Etat que le libraire tenait son droit et non de la cession faite par l'auteur. Par les traités conclus avec son éditeur l'auteur ne pouvait conférer une propriété qu'il ne possédait pas. Il avait seulement la faculté de réclamer un privilège, qui pouvait toujours lui être refusé, ou bien être accordé au libraire, ou même à des personnes n'ayant aucune de ces deux qualités. C'est le privilège du roi qui constituait le titre officiel du bénéficiaire et légitimait sa paternité de l'enfant, qu'il fût sorti de son cerveau ou non. Et pour obtenir ce privilège il va sans dire qu'il fallait être bien en cour. Car, dans ce temps-là, pour faire la plus petite fortune, il valait mieux dire quatre mots à la maîtresse d'un roi que d'écrire cent volumes.

La distinction fondamentale entre le salaire des gens de lettres autrefois et aujourd'hui consiste en ceci: que les auteurs jusqu'au